



FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE
Enseignement- Education- Recherche- Culture- Formation- Insertion
Section des Pyrénées Orientales
18 Rue Condorcet 66 000 PERPIGNAN
Tél. 04 68 66 68 29 Fax. 04 68 50 32 31 Mail fsu66@fsu.fr
<http://fsu66.free.fr>

CDEN des Pyrénées Orientales du mardi 30 mars 2010 :

Déclaration préliminaire des représentants de la FSU

M'en voudrez vous beaucoup si je vous dis un monde où la révolte gronde ?

Dans un contexte général où la société française s'enfonce dans la crise, le Gouvernement feint de ne pas entendre les voix de plus en plus nombreuses qui montent pour dénoncer l'absurde politique qui nous conduit inéluctablement vers le chaos.

Désavoué par les urnes, jamais pouvoir n'a été aussi impopulaire.

Profitant de l'aggravation de la crise économique, sociale et morale le Président de la République entend ne pas dévier de sa ligne politique. Conformément à la « stratégie du choc », un nouveau tour de vis budgétaire se prépare.

Face à la crise des finances publiques sciemment voulue et organisée, il s'agit de donner encore et toujours plus de garanties à la commission européenne et surtout aux milieux financiers internationaux. Cette crise il faudra bien la faire payer à quelqu'un, les coups bas pleuvent sur la France d'en bas, histoire de mieux gaver la bande du « Fouquet's ».

Nous vivons sous une République placée sous la botte de la finance internationale, où une minorité sociale impose une politique qui déconstruit pas à pas les acquis : sécurité sociale, retraites, services publics et éducation

Le dogme de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, poussé jusqu'à l'absurde, montre que faute de moyens il est de plus en plus difficile d'assurer une offre éducative correcte. Malgré tous les artifices statistiques déployés l'administration de l'Education Nationale a de plus en plus de mal à cacher cette bien triste réalité.

Dans les écoles primaires de notre département la rentrée 2010 sera plus que catastrophique. Il faudra cette année, comme l'année dernière mais de façon plus accentuée, fermer des postes pour couvrir les besoins indispensables. Des fermetures qui vont dégrader encore les conditions d'enseignement. Par une étrange arithmétique nous apprenons qu'une dotation de 0 poste pour le département, se transforme en 25 fermetures pour 11 ouvertures de classes bilan -14 classes ! Comme le ministère de l'Education Nationale ne s'est pas donné les moyens d'assurer correctement les décharges de direction des écoles à 4 classes, il a fallu déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Avec des effectifs annoncés stables au plan départemental (-32 élèves depuis 2006), les dotations positives des années précédentes ne permettent plus d'assurer correctement les remplacements, la scolarisation en maternelle des 2 – 3 ans, les départs en formation, etc.

Après la saignée concernant les RASED l'année dernière ce sont les seuils d'ouverture et de fermeture qui ont aujourd'hui explosé.

Les premières ouvertures ont été décidées à 27,7 élèves en moyenne par classe (il y a peu on ouvrait à partir de 26). Alors que l'administration avait pour habitude de ne pas fermer lorsque les effectifs moyens dépassaient le seuil de 25 élèves/classe (après une éventuelle fermeture), 10 écoles, qui sont dans cette situation, connaissent une fermeture de poste !!! DU JAMAIS VU !!!!

Les collèges ne sont pas mieux lotis : 38 suppressions de postes prévues dont 19 mesures de carte scolaire envisagées. Et seulement 28 créations dont 15 avec compléments de service. Le bilan est donc de – 10 ETP pour les collèges des PO avec une baisse imperceptible des effectifs (-11 élèves selon les prévisions).

Où sont passés les 2 ETP supplémentaires annoncés au mois de janvier ?

La situation des lycées n'est pas plus brillante. La prévision d'effectifs enregistre une hausse de 78 élèves à la rentrée, ce qui se traduit par 8 suppressions de postes (22 suppressions pour 14 créations). Encore une fois nous sommes loin des annonces faites au CTPA de janvier. Le + 29 ETP pour les lycées de l'académie se sont transformé en – 3 ETP, et en – 59 ETP si l'on incorpore les lycées professionnels.

La situation s'annonce donc difficile dans les établissements du second degré, pour couvrir les besoins l'administration mise sur le développement des heures supplémentaires. L'argument de la baisse démographique maintes fois utilisé par l'administration ne tient plus : 67 élèves de plus c'est 18 postes ... de moins en Collège et Lycée !

Faut-il voir un choix délibéré dans ce persistant écart entre les annonces initiales et la situation observable aujourd'hui ? Travestissement, manipulation ou déni de démocratie ?

Autre motif de courroux, est la décision prise de fermer le collège Albert Camus à la rentrée 2011.

Cela fait un certain nombre d'années que nous avons alerté l'administration sur la viabilité de ce collège, ce dossier n'a jamais été instruit ni en CTP ni en CDEN. Aujourd'hui le couperet tombe avec brutalité, sans concertation aucune. N'y avait-il vraiment aucun moyen de sauver cet établissement ?

Bien des questions restent en suspend : la répartition des élèves de Camus est-elle déjà prévue ? A-t-on mesuré les conséquences sur les conditions d'étude des élèves ? Que compte faire le conseil général de ces locaux ? Et nos collègues comment perçoivent-ils cette décision ? En lisant ces mots nous voulons témoigner devant ce Conseil de leur désarroi et du sentiment de désaveu qui les traverse.

Encore une fois lors du dernier CTP rien ne laissait augurer l'imminence d'une telle décision, que nous avons apprise par des voies détournées. Quelle perception devons nous avoir de notre légitimité de représentants du personnel dans cette assemblée ?

Décisions d'ouverture et de fermeture de classe annoncées avant le CDEN, contrairement à ce qui avait été annoncé avant le CTP. Fermeture de Camus sans concertation. Difficultés à obtenir la liste des postes vacants dans les collèges. Manipulation ? Refus du dialogue social ? Ou déni de démocratie ? Notre colère est grande et notre irritation au maximum, ce que nous ne manquerons pas de vous signifier, Monsieur l'Inspecteur, tout au long de ce Conseil.

Notre département souffre plus que d'autres en matière de chômage, de sous-emploi, d'exclusions sociales, faire le choix de la casse de l'école c'est faire le choix de plus d'injustices d'exclusion, c'est littéralement intolérable.

C'est dans ce contexte que l'on ose avec un insupportable cynisme parler de « réforme de la formation des enseignants », alors que la formation n'existe plus. C'est en toute absence de pudeur que l'on ose parler de l'amélioration du traitement de la difficulté scolaire alors que l'on externalise son traitement et que l'on assassine les RASED,. C'est avec la plus grande indécence que l'on masque par des euphémismes (ambition, performance, réussite) l'appauvrissement de l'offre éducative et que la diminution des heures d'enseignement.

Toutes ces mesures de nature comptable, sans souffle ni ambition ne sont que renoncements. Elles ne visent qu'à supprimer des postes et la désinstitutionnalisation de l'école.

De cette école là nous ne voulons pas, c'est d'une tout autre politique éducative, d'une tout autre ambition et d'un tout autre avenir que nous voulons pour nos enfants, pour notre pays, pour notre avenir.

Quand le peuple islandais dit non à l'austérité, quand les grecs, les italiens descendent en nombre dans la rue pour refuser de payer la crise financière en lieu et place de ceux qui l'ont fabriquée et qui depuis se sont refaits une santé, il y a lieu d'espérer « un monde où l'on n'est pas toujours du côté du plus fort »

Les représentants de la SD FSU 66 au CDEN.